

LES SOCIÉTÉS À CARACTÈRE POLITIQUE ET LE MOUVEMENT NATIONAL DES ROUMAINS DE BUCOVINE AU FIN DU XIX-ÈME SIÈCLE

Vlad Gafița

Rezumat: Societățile cu caracter politic din Bucovina habsburgică, din a doua jumătate a secolului al XIX-lea, au reprezentat o etapă firească către trecerea mișcării naționale a românilor din ducat în faza partinică de evoluție. Deși, atât Societatea Autonomiștilor Naționali, cât și Societatea politică „Concordia”, au fost dominate de elitele de nuanță conservatoare, aceste asociații politice au putut evolua către etapa superioară a constituirii Partidului Național Român, în condițiile în care liderii și membrii marcanți au înțeles necesitatea renunțării la politica exclusiv elitistă în favoarea unei politici îndreptate mai mult către mase.

Les boyards roumains conservateurs à nuance fédéraliste ont fondé en 1872, à Cernăuți, en vue d'attirer une partie plus grande de l'électorat, une association à orientation autonomiste nommée La Société des Autonomistes Nationaux. La direction de celle-ci a été détenue par Alexandru Petrino; il a été appuyé, parmi les autres, par les boyards Alexandru Vasilco, Georghe et Alexandru Hurmuzachi. L'hebdomadaire de la Société des Autonomistes Nationaux – „Der Patriot” – est apparu à Cernăuți dans la langue allemande entre le 30 avril et 24 décembre 1872¹. L'hebdomadaire des autonomistes utilisait la langue officielle de l'état, afin qu'il soit réceptionné le plus facilement et le plus rapidement possible par les autorités au niveau central et provincial. Les problèmes abordés dans le journal „Der Patriot”, dirigé et soigné par Frederic Cmeticz, comprenaient une aire large et diverse de revendications comme: le développement de l'enseignement d'état en Bucovine, le maintien de l'autonomie de l'Église orthodoxe, la réduction du processus d'affermage des domaines du fond religionnaire, l'élimination des dettes foncières et le dédommagement des propriétaires des terres, et pas finalement, la question de l'autonomie de la Bucovine en ensemble².

Le noyau de la Société des Autonomistes Nationaux était constitué par les représentants de l'élite de la noblesse roumaine du duché de la Bucovine, quoique les objectifs de l'association visaient l'extension de l'aire électorale au niveau des

masses, aussi. Le principal but exposé dans le programme et le statut de la formation autonomiste était „de cultiver parmi les gens ordinaires l'instruction politique et la conscience nationale, ainsi que persévérer pour la réalisation et l'épanouissement organique de l'autonomie dans tous les domaines de la vie publique”³. Le développement d'une conscience politique parmi les Roumains de Bucovine a représenté un desideratum soutenu d'une manière constante par les leaders de la Société des Autonomistes Nationaux. Dès le premier numéro de l'officieux de l'association des Roumains de Bucovine, on a exposé des idées cadre comme: la liberté de la presse, l'épanouissement matériel et spirituel des peuples et des citoyens de la monarchie autrichienne, y inclus des Roumains de la Bucovine, le soutien de l'autonomie du duché à tous les niveaux de la société – au niveau de la commune, de la contrée, de l'église, de l'école, l'initiation d'un débat continué dans les domaines politique, culturel, scientifique, économique, social, l'opposition envers la tendance de centralisation imposée par les autorités centrales de Vienne⁴ et par celles provinciales de Cernăuți etc.

Les moyens par lesquels les prévisions du programme devaient être appliquées se sont inscrits dans les limites de la constitutionnalité et ont imprimé à l'activité de la Société des Autonomistes Nationaux un caractère modéré⁵

Les insuccès électoraux des élections partielles de août 1872 annonçaient la désagrégation de la société politique autonomiste des Roumains de Bucovine. Les causes de l'échec et de l'existence éphémère de la Société des Autonomistes Nationaux ont été de nature interne, mais aussi externe.

La domination à l'intérieur de la formation des élites de la noblesse conservatrice a déterminé une certaine passivité dans les relations avec le parti centraliste, mais aussi avec les organismes dirigeants de l'État. Malgré au fait que dans le programme et le statut on soutenait l'attrait dans la lutte politique et nationale de plusieurs classes et catégories sociales, cet objectif est resté en réalité au stade de desideratum. La publication du journal des fédéralistes dans la langue allemande et pas dans la langue roumaine, a fait que l'impact des idées soutenues par la Société des Autonomistes Nationaux parmi les masses populaires roumaines soit extrêmement réduit. La réaction des autorités centrales et provinciales envers le journal „Der Patriot” a été positive, lorsque les autonomistes sont restés au pouvoir. Le retour à la domination centraliste-libérale sur la scène politique de Vienne a déterminé la dissolution de la société autonomiste de Bucovine et de son journal.

Le parti fédéraliste-conservateur, conduit par le baron Alexandru Petrino, n'a pas disparu totalement de la scène politique de Bucovine, il s'est retiré de la

scène parlementaire de la province. Entre 1872-1875, les grands propriétaires fonciers roumains autonomistes ont refusé de participer aux travaux de la Diète entre la II-ème et la V-ème sessions. De cette manière, ils n'ont participé ni à l'anniversaire d'une centaine d'années de domination autrichienne en Bucovine; cela a causé le mécontentement de l'empereur et l'a déterminé à prendre une décision similaire.

L'essai des autonomistes Roumains de bloquer les travaux de l'assemblée provinciale a eu un succès limité parce qu'une partie des projets législatifs ont réussi à passer avec „l'approbation extraordinaire du pouvoir central”⁶. La force des fédéralistes de Bucovine a été réduite et cela surtout à quelques modifications de la loi électorale, imposées par le Parlement de Vienne en 1873. En conséquence, les députés du Conseil Impérial ne seront plus élus par les diètes provinciales, mais par les électeurs des curies électorales. Les libéraux centralistes ont donné de cette manière un coup puissant au courant autonomiste existant au niveau de l'Empire et respectivement du duché de la Bucovine.

Après la retraite, en 1875, de Alexandru Petrino, de la direction du parti fédéraliste, Alexandru Vasilco-Serețchi lui a succédé. Celui-ci imposera une nouvelle direction, manifestée par l'accent mis sur le conservatorisme et le nationalisme roumain aux dépens du fédéralisme. On a renoncé, aussi, à l'absentéisme et à l'obstructionnisme politique, promus jusqu'à ce moment-là. Tout en commençant avec la VI-ème session de la Diète, les autonomistes roumains de la Bucovine sont revenus sur la scène politique; ils ont passé de cette manière „de la passivité à l'activisme politique”⁷.

Les succès des conservateurs ont apparu tout de suite et seulement en trois ans (en 1878), les élections pour la Diète leurs apportaient un nombre significatif de mandats (14 des 29 postes de députés) dans l'assemblée législative de la Bucovine. Les conservateurs nationaux occupaient deux places dans le cadre du premier corps électoral de la curie de la grande propriété, par le conseiller consistorial Ioan Țurcanu et par le professeur universitaire Miron Călinescu. Dans le second corps électoral de la même curie, les conservateurs roumains dominaient avec six mandats de huit. De cette manière, devenaient des députés de la Diète le conseiller gouvernemental Eugen Stârcea, le commissaire districtuel Dr. Nicolae Grigorcea et les grands propriétaires terriens Ștefan Miculi, Nicolae Mustață, Leon Vasilco et Ioan Lupul. Avec une majorité écrasante⁸, les conservateurs ont obtenu six des douze postes de députés des districts électoraux ruraux.

Pourtant, au niveau de la province, les élections ont été gagnées par les libéraux constitutionnels, avec une majorité fragile d'un député. Ils ont obtenu tous

les mandats des villes (5), les deux postes de la Chambre de Commerce et d'Industrie, six mandats dans la curie des districts électoraux ruraux et deux mandats dans la curie de la grande propriété – en total quinze postes de députés⁹.

En 1879, la domination des libéraux finissait, le gouvernement centraliste d'Auersperg a été demis et remplacé par le cabinet d'orientation conservatrice conduit par le comte Eduard von Taaffe. Au niveau de Cisleithanie et implicitement de la Bucovine, la situation politique imposée par les élections de 1878 n'a pas souffert des changements radicaux. Mais, le groupe national-conservateur a consolidé ses positions et a réussi plusieurs fois à imposer ses projets devant la majorité libérale de la Diète de la Bucovine. Par compromis, les groupes libéral et conservateur ont collaboré en questions comme: la fondation d'un second tribunal provincial de première instance – proposition soutenue par le libéral allemand Joseph Roth, ou l'introduction de la langue roumaine au Gymnase de Suceava – interpellation soutenue par le conservateur roumain Ioan Zotta¹⁰.

Les députés autochtones de la Diète ont adressé au gouvernement provincial de nombreuses demandes concernant l'amélioration de la situation des Roumains, mais aussi des autres nationalités¹¹. La majorité des interpellations ont reçu de la part des autorités une réponse évasive ou sont restées sans aucune résolution. Pourtant, après des longs efforts, ils ont obtenu certains résultats. Après l'intervention du député Gheorghe Flondor, on a fondé au Gymnase Supérieur de Suceava quatre classes parallèles roumaines, mais seulement pour le cours inférieur. Au niveau central, c'est-à-dire dans le cadre du Parlement impérial, les députés roumains de la Bucovine ont réussi à obtenir l'approbation de convoquer dans le duché le congrès ecclésial. Cette mesure a été appliquée par le décret de l'empereur de juin 1882, l'ordre ministériel no. 715/le 26 juin 1882 et l'ordre du gouvernement de la Bucovine no. 503/le 2 juillet de la même année. Le 26 juillet commençait déjà les travaux du congrès¹².

En dépit de ces réalisations, l'élite politique roumaine de la Bucovine avait manifesté de nombreuses faiblesses, dont les autorités, mais aussi les représentants des autres nationalités n'ont pas hésité à profiter. L'éphémère Société des Autonomistes Nationaux et son journal „Der Patriot” n'ont pas réussi à s'imposer sur la scène politique de la Bucovine à cause du manque d'une base sociale solide qui devrait la soutenir. La société était composée seulement d'un groupe de boyards, qui, malheureusement, clamaient le rapprochement des masses à un niveau purement théorique. La lutte permanente entre les fédéralistes et les centralistes roumains de la Bucovine leur a imprimé un certain degré de vulnérabilité devant les autorités et les étrangers.

La métamorphose des autonomistes en national-conservateurs a apporté des avantages, mais aussi certains désavantages. De cette manière, les conservateurs roumains devenaient seulement une partie du groupe constitué des députés des plusieurs ethnies de Bucovine. Par l'ainsi nommée „doctrine bucovinienne” (*Bukowinerthum*), les boyards roumains étaient de plus en plus penchés vers le compromis et vers le renoncement à l'identité nationale. Les députés de la Diète provinciale se sont transformés en simples fonctionnaires; ils étaient des outils dociles dans les mains des autorités, pendant que le pouvoir législatif s'était subordonné presque totalement à celui exécutif – représenté par le gouvernement provincial ou central¹³. La majorité de l'élite de la noblesse autochtone, qui avait été divisée dans le groupe centraliste et le groupe fédéraliste, constituera, après 1880, l'ainsi nommée *partie nationale*. Celle-ci était toujours dominée par *les anciens politiciens*, qui, au lieu de lutter pour l'émancipation des Roumains de Bucovine, a préféré „une politique d'opportunité”¹⁴, c'est-à-dire la collaboration et le compromis avec les autorités pour le maintien ou l'obtention des fonctions et des privilèges. Dans un tel contexte s'est développé un nouveau courant, celui des jeunes issus de la classe des paysans et de la bourgeoisie qui se formait dans le milieu urbain. De cette manière, une opposition de plus en plus puissante envers le monopole politique détenu jusqu'à ce moment là par les grands propriétaires fonciers se formait. Les jeunes politiciens avertissaient ceux-ci sur le danger de la dénationalisation et leur demandaient en même temps „un rapprochement sincère du peuple et la solidarité intime avec la nation”¹⁵. Ils reprochaient encore à l'ancienne génération de politiciens roumains le manque d'intérêt pour les besoins des classes sociales, comme les paysans laissés à la merci de la destinée ou des décisions, parfois arbitraires, du gouvernement.

Le paysans, n'ayant pas une éducation intellectuelle et politique suffisante, étaient incapables de défendre fortement leurs intérêts ou de prendre conscience de la nécessité de leur propre émancipation. Enkystés en traditions et enchaînés en pauvreté, ils n'avaient pas confiance dans les politiciens, ils étaient en permanence trompés, abusés par l'administration et les institutions de l'État¹⁶. L'intellectualité rurale (les enseignants) était insuffisamment préparée pour une implication efficace dans la vie politique; ils avaient, tout comme les paysans, un haut degré de dépendance vis-à-vis les autorités. Les prêtres, quoiqu'ils ont eu en permanence un rôle décisif dans la garde de la conscience et de l'identité nationale, n'étaient pas encore suffisamment impliqués dans la lutte d'émancipation nationale politique¹⁷; les boyards quoique actifs au niveau parlementaire, ont promu en leur majorité une

politique de *laissez faire* en ce qui concerne la défense des intérêts des Roumains devant le gouvernement ou les représentants des ethnies halogènes de Bucovine.

L'action politique de boyards autochtones s'est avérée assez inefficace, il était nécessaire de „serrer les rangées et réévaluer la stratégie de lutte nationale, dans le sens de la démocratisation et d'une large participation des masses dans la vie politique du duché”¹⁸.

L'apparition d'un nouveau courant progressiste représenté par l'intellectualité jeune roumaine, provenant des rangées de la bourgeoisie des villes ou rurale, s'est constituée dans un contrepois bénéfique vis-à-vis la passivité et l'opportunisme des boyards à nuance conservatrice et d'orientation *bucoviniste*.

Le contournement d'une nouvelle formation des Roumains de Bucovine devenait une réalité en 1885, quand, à Cernăuți, était fondée une nouvelle société politique nommée d'une manière suggestive „Concordia”. Être des participants actifs et non seulement des spectateurs sur la scène politique de la province, voilà l'expression de la volonté des autochtones.

La Société politique „Concordia” (1885-1892)

Quoique celle-ci était conduite par les membres de la classe des boyards conservateurs ou avec vues progressistes, elle a donné pourtant la possibilité de l'affirmation de l'intellectualité roumaine pas nobiliaire¹⁹; cela a ouvert aux autochtones la voie vers un partitisme proprement dit.

La Société politique „Concordia” a été fondée en 1885 à Cernăuți, le comité dirigeant était composé de: Ion Bumbac – président, George Ostafi et Vasile Marcu – vice présidents, Grigore Halip – secrétaire. En 1890, étaient élus comme président – Ioan Volcinschi, vice président – Iancu Zotta et secrétaire – Vasile Morariu. Une année plus tard, dans la structure dirigeante, apparaissaient quelques modifications au niveau des vices présidents (Modest Grigorcea, Ioan Procopovici) et du secrétaire (Constantin Ștefanovici). Après la transformation de la société dans le Parti National Roumain – „Concordia” (1892-1896), Iancu Zotta est devenu son président²⁰.

On peut mentionner des marquants de la société: M. Andronic, Onesim Țurcan, Vasile Marcu, Eudoxiu (Doxuță) Hurmuzachi, Nicolae Hurmuzachi, Leon Rey, Mihai Goian, George Flondor, Oreste Renney, Mihai Mustață, Teodor Ștefanelli, Tit Onciul, Miron Ciupercovici, I. Litviniuc, L. Popescu²¹, etc.

Le premier an après sa fondation, la Société politique „Concordia” ne disposait pas d'un journal propre. Pour cela, les membres de „Concordia” ont commencé, en 1886, à publier une *Bibliothèque de popularisation*, qui a suppléé le

manque d'une publication propre. Dans le premier fascicule, soigné par Grigore Halip et Ion Bumbac, on réalisait „un regard historique sur le passé politique, social et national de la Bucovine”²². Dans le but de l'épanouissement de la conscience politique et nationale des Roumains de Bucovine, on a fondé encore trois bibliothèques nouvelles: (*La Bibliothèque du peuple de Bucovine* – entre 1886-1892, elle a publié 11 brochures de popularisation de l'histoire nationale; *La Bibliothèque de loisir et apprentissage pour les jeunes*, 1886-1893, qui a fait imprimer quatre brochures en collaboration avec des écrivains et des gens de culture de la Roumanie comme: Ion Creangă, Mihai Eminescu, C. Negruzzi, V. Alecsandri, Al. Vlahuță, etc.; *La Bibliothèque pour les jeunes roumains*, 1886-1897, a édité 17 brochures qui contenaient des ouvrages de I. Slavici, I. Creangă, V. Alecsandri, etc.)²³.

Le cadre idéologique de la société sera appuyé, tout en commençant avec le mois du mai de l'année 1886, par „Revista politică” de Suceava. Le premier numéro de la publication jetait les fondements de la nécessité de l'apparition d'une gazette roumaine, dans les conditions de l'intensification de la lutte d'émancipation politique et nationale. Dans le préambule de la publication bimensuelle on rappelait que „Notre intention est de fonder un journal qui défendra la position des Roumains dans la vie publique de la Bucovine et qui maintiendra vif leur sentiment de solidarité. «Revista politică» sera donc le journal commun de tous les Roumains de la Bucovine. Il motivera, expliquera et défendra tous les besoins et les droits du peuple roumain du pays et combattra sans aucune réserve toute mesure, peu importe sa provenance, qui offenserait les intérêts du peuple roumain. Nous nous identifions avec le peuple roumain de Bucovine, nous voulons être sa voix et nous demandons par conséquent l'appui de tous les Roumains du pays”²⁴.

Les rédacteurs de la publication, Simeon Florea Marian et dr. Matei Lupu ont fait une rétrospective synthétique du passé de la presse roumaine jusqu'à ce moment là en Bucovine; ils ont relevé, aussi, l'importance de la première gazette des autochtones (*Bucovina*), apparue dans le contexte du mouvement révolutionnaire de 1848-1849. Ils ont loué la contribution décisive dans son édition des frères Hurmuzachi; ils ont nommé ceux-ci „une famille noble et qui s'est sacrifiée”²⁵. On n'a oublié ni la gazette dans la langue allemande de la Société des Autonomistes Nationaux, *Der Patriot*, considérée un échec presque total.

Les éditeurs de *Revista politică* de Suceava étaient conscients des difficultés qu'ils rencontreraient, comme la dépendance des autorités de l'intellectualité roumaine qui occupait des fonctions publiques et par conséquent, la difficulté de l'attirer vers le mouvement national. *Revista politică* s'était proposée

de surmonter les problèmes mentionnés par la solidarité et la concorde de tous les Roumains de la Bucovine, provenant de toutes les classes et les catégories sociales. Dans le contexte spécial de l'existence de plusieurs ethnies et confessions en Bucovine, les membres marquants de la Société politique „Concordia” faisaient appel à la modération et au traitement juste des habitants halogènes du duché, sans renoncer aux „droits de peuple autochtone du pays”²⁶.

On énonçait, aussi, la nécessité de la cristallisation des principes politiques valable pour un nombre plus grand de Roumains de la Bucovine et le développement d'une conscience identitaire suffisamment puissante pour s'opposer aux ingérences des autorités provinciales et centrales²⁷. De tels objectifs ne pouvaient être réalisés sans une augmentation du niveau culturel et intellectuel des masses, par une éducation conforme. En dépit de l'obligativité de l'enseignement primaire, seulement 1/3 des enfants roumains de Bucovine fréquentaient les institutions d'enseignement. Cette situation grave était due, d'une part, à l'ignorance des parents et de l'autre part au manque d'intérêt des institutions qui devraient appliquer la législation dans l'enseignement, c'est-à-dire les conseils écoliers locaux et les conseils écoliers districtuels. Le président du conseil local était, d'habitude, le prêtre du village et le capitaine districtuel. Les membres de „Concordia” leur demandaient d'une manière impérative l'amélioration de l'état misérable de l'enseignement roumain de Bucovine par l'application correcte de la législation existante, mais aussi par l'endurcissement des mesures contraventionnelles prises contre les parents qui ne réalisaient pas l'importance de l'éducation de leurs propres enfants²⁸.

La Société politique „Concordia” et „Revista politică” ont soutenu par des nombreuses campagnes de presse l'émancipation culturelle des autochtones, ainsi que l'activité des associations académiques, écolières, des bibliothèques et les clubs de lecture. La langue roumaine a été cultivée par la publication d'ouvrages littéraires, mais aussi par l'appui accordé aux écoles roumaines²⁹. „Revista politică” a encouragé dans ses pages l'effort de la Société *Școala română* de créer deux classes parallèles où on enseignait dans la langue roumaine au Gymnase Supérieur de Suceava³⁰, mais aussi les actions prestigieuses de la Société pour Culture et Littérature de Bucovine. Les difficultés matérielles des associations culturelles nationales roumaines ont déterminé la réduction de leur nombre de membres et implicitement la diminution en intensité du mouvement d'émancipation³¹. „Revista politică” et „Concordia” ont développé, aussi, une ample activité de ramasser les liaisons avec les Roumains de la Transylvanie et du Royaume³², contribuant ainsi à la création d'un „véritable pont spirituel et

idéologique”³³. Les dirigeants de „Concordia” avertissaient que la société roumaine de Bucovine était menacée de deux dangers, à savoir „le catholicisme étranger de Galicie et l’ambition égoïste et présomptueuse d’origine autochtone”³⁴. L’élimination des deux menaces s’était transformée dans l’objectif principal suivi par les membres de „Concordia”. Par conséquent, ils affirmaient que „(...) seulement en les écartant ou les parolysant, nous pourrions reconstruire et épanouir la fraternité et la confiance au milieu de la population et de notre église orthodoxe orientale de Bucovine, car là où il n’y a pas de pouvoir, ni de la vie, il y a seulement stagnation et même mort”³⁵.

Le péril de la slavisation de la population de Bucovine sur le plan linguistique, aussi de l’aliénation de l’église orthodoxe ancestrale ont été sévèrement stigmatisées par la Société politique „Concordia”³⁶. L’église, le symbole de la résistance et de l’identité nationale, devrait être protégée des influences étrangères, des „quelques prophètes métèques et faux, (qui) voulaient la transformer dans un foyer de haine et discorde fraternelle”³⁷. En ce qui concerne l’élimination de l’égoïsme et de la présomption pratiqués par une partie des autochtones à cause des raisons étroites et menues, les solutions de la Société politique „Concordia” pliaient sur l’idée d’unité entre toutes les classes et les catégories sociales roumaines, sur le rapprochement des élites nobiliaires de „*l’intelligence*” provenue du monde des villages, sur la confiance réciproque entre le petit et le grand, entre celui puissant et celui faible, entre le riche et le pauvre, (...) entre clergé et les laïques, en un mot, entre tous les fils de la population de la population et de l’église orthodoxe orientale de Bucovine (...)”³⁸. L’attitude envers les autres ethnies de Bucovine, qui respectaient la loi, l’église, la langue et les droits des Roumains devrait être une tolérante, bienveillante, fraternelle³⁹. On faisait de cette manière le passage d’une politique élitiste à une orientée vers les masses populaires.

Sur le plan de la lutte politique proprement dite, la Société „Concordia” a eu une activité assez hésitante, „avec des moments d’absence, mais aussi d’engagement maximum”⁴⁰. De cette manière, en 1886, à l’occasion de la vacance du poste de député dans le district électoral Rădăuți, après le retrait du baron Conrad von Eybesfeld, Isidor Zotta a été désigné comme l’unique candidat; il était le président du Tribunal civil districtuel de Suceava⁴¹. La réussite de celui-ci dans les élections a représenté un premier succès électoral de la Société „Concordia”⁴².

Quoique l’association politique roumaine participait à la lutte électorale, les résultats de son activité ont été plusieurs fois minimaux. Les causes de cette situation se retrouvent dans l’apparition et le développement dans le cadre de

„Concordia” de deux groupes différents: l’aile politique conservatrice représentée par les grands propriétaires, nommés à cette époque-là *les anciens Roumains* (Alt-Rumänen) et le groupe des jeunes intellectuels (Jung-Rumänen)⁴³. En ces conditions, la nécessité de suivre une stratégie unitaire et de concevoir un programme politique plus cohérent était devenue l’objectif fondamental de „Concordia”.

Le 14 septembre 1890, le comité dirigeant de la société approuvait le programme politique sous la forme des statuts, qui réfléchissaient quelques-unes des principales lignes idéologiques. Elles visaient : le développement de la liberté politique et individuelle, le progrès des Roumains de Bucovine sur tous les paliers sociaux, l’apparition du sens pour le bien commun, l’augmentation de l’intérêt pour la vie politique nationale, le renforcement de la conscience d’État, l’éducation des masses populaires roumaines dans l’esprit d’une meilleure compréhension et conscience des droits et des responsabilités national politiques, la défense de l’autonomie du duché et son épanouissement dans les limites du cadre imposé par la monarchie et l’État autrichien⁴⁴. Le programme de la Société politique „Concordia” a un caractère assez modéré, situé dans les limites de la constitutionnalité. Il reprend une série de revendications antérieures comme le respect des droits et des libertés fondamentaux, la question de l’autonomie et se propose d’autres objectifs comme la démocratisation de la vie politique, l’élimination du monopole d’une seule classe sociale, en occurrence la classe des boyards. Mais de tels changements ne pouvaient être brutaux, les membres marquants de „Concordia” ont compris, d’ailleurs, que la seule solution viable était la collaboration entre les éléments progressistes provenant de l’élite nobiliaire autochtone et la jeune intellectualité.

Entre 1889 et 1890, le poids et la force des *Roumains Jeunes* sont devenus de plus en plus significatifs dans le cadre de la formation politique autochtone. De cette manière, Eudoxiu Hurmuzachi a été élu de la part de „Concordia” dans la fonction de député impérial dans le district Rădăuți-Suceava-Siret, où il a vaincu les contre candidats allemands et juifs. Il avait prouvé dans la lutte électorale son habilité politique et sa capacité d’action et a vaincu les libéraux avec leurs propres armes. Les candidats allemands avaient affirmé que la population rurale roumaine serait incapable et pas préparée pour participer à la vie politique⁴⁵, faite qui a attiré leur échec dans les élections.

Entre 1890-1891, „Concordia” a étendu beaucoup son nombre de filiales, le comité dirigeant a reçu le statut d’organe exécutif central⁴⁶. L’augmentation du prestige de l’association politique roumaine sur la scène publique de la Bucovine

imposait l'apparition d'un journal, d'un organe de presse et de publicité plus grand et plus puissant. Ce moment a été préconisé dès le numéro inaugural de *Revista politică*⁴⁷. On peut le considérer un signe de la maturité du mouvement national roumain de Bucovine.

Le 2/14 mai 1891, apparaissait à Cernăuți le journal „Gazeta Bucovinei”, dirigé par le transylvain Pompiliu Pipoș⁴⁸. La publication s'est constituée dès le début dans l'officieux de la Société politique „Concordia” et ensuite, de 1892 dans l'organe de presse du Parti National Roumain – „Concordia”. La publication de „Gazeta Bucovinei” a mené à une intensification de la lutte nationale et politique conduite par les leaders des Roumains de la Bucovine, manifestée, pour le moment, par une opposition dure envers l'attitude arrogante des libéraux allemands.

La première année de son parution, le journal „Gazeta Bucovinei” inaugurait un cycle d'articles nommé *Românii și partidele politice din țară* (*Les Roumains et les partis politiques du pays*). Cette série réfléchissait, en réalité, le haut degré de compréhension prouvé par les élites roumaines (nobiliaires et pas nobiliaires) en ce qui concerne les rapports et les relations politiques nationales au niveau central et provincial.

Dans les pages du nouvel organe de presse de la Société politique „Concordia”, on retrouve une analyse rétrospective extrêmement pertinente de l'évolution des principaux courants et partis de l'Autriche, c'est-à-dire des libéraux allemands centralistes et des conservateurs à nuance fédéraliste-autonomiste. Les leaders, mais aussi les membres marquants de „Concordia” ont réussi à faire d'une manière correcte la différence conceptuelle entre le libéralisme et le conservatisme promus dans l'empire dualiste, d'une partie, et les courants politiques similaires des autres pays, de l'autre partie. Les courants et respectivement les partis libéral et conservateur de l'Autriche sont en permanence conditionnés d'une série de principes, dont on remarque *le principe de nationalité*. Dans un État pluriethnique, multiconfessionnel, polyglotte, comme celui habsbourgeois, un tel conditionnement se reflète dans une complexité plus grande sur le plan du parti, mais aussi sur le plan confessionnel.

Le Parti Libéral Allemand était représenté dans le parlement impérial par le groupe de la gauche allemande unie et par le groupe des allemands nationalistes. Ces fractions ont à la base l'élément ethnique avec rôle dirigeant dans les différents pays de couronne de l'empire, ils ont été les continuateurs de l'ancien parti centraliste. Le Parti Libéral Allemand d'Autriche préconisait et espérait arriver à un niveau de hégémonie semblant à celui exercé par les Hongrois sur les peuples

de Transleithanie. Un tel processus devait apparaître par la promotion d'une centralisation excessive de l'administration, mais aussi par la germanisation de tous les paliers de la vie sociale.

Les Roumains de Bucovine, quoiqu'ils reconnaissaient l'importance et le haut degré de culture et de civilisation des Allemands d'Autriche, ne pouvaient pas accepter qu'ils soient traités comme de citoyens de second rang dans leur propre pays, ni la subordination envers certaines nationalités étrangères du duché de la Bucovine.

Le libéralisme allemand n'est pas considéré un authentique, mais seulement une résultante du compromis entre la politique d'État et celle de parti, au profit exclusif de la domination austro-allemande. Les arguments qui soutiennent une telle accusation relèvent une certaine radicalisation du discours politique des politiciens roumains de Bucovine⁴⁹. Le système électoral, quoiqu'il a bénéficié de quelques améliorations accordait à la bourgeoisie libérale allemande des avantages considérables au détriment de la population roumaine prépondérante rurale, en dépit du poids numérique nettement supérieur de la dernière.

Dans la lutte avec les libéraux, les conservateurs se présentaient comme un groupe hétérogène du point de vue national, mais aussi social – le parti conservateur était constitué des grands propriétaires fonciers, des artisans, des éléments de la bourgeoisie allemande petite et moyenne ou de *l'intelligence* des nationalités soumises. Le groupe conservateur incluait aussi des autres ethnies: des Polonais, des Tchèques, des Slovènes, des Roumains, des Ukrainiens, et même une partie des Allemands, toutes coagulées soit en grands groupes nationaux distincts, soit en groupes plus petits unis en fonction de diverses conjonctures ; par exemple, Les Arméniens-Polonais de Bucovine, rassemblés dans une entité électorale à part.

L'élément d'unité du groupe hétérogène conservateur se contournait par l'idée de chaque peuple de soutenir le caractère national et l'individualité historico-politique de leurs propres pays. Sa mise en pratique a été extrêmement difficile à cause des intérêts, en majorité divergents, des nationalités des pays de couronne de Cisleithanie. On a enregistré pourtant certains succès, comme dans le Royaume de la Galicie et de Lodométrie, où, les Polonais, par un compromis conclu avec les Allemands, ont réussi à s'assurer un niveau assez haut d'autonomie, mais cela à l'intermédiaire d'une âpre domination sur les paysans ukrainiens. Le phénomène de migration massive des Ukrainiens vers le territoire de la Bucovine, due dans une première phase à leur exploitation par la noblesse polonaise galicienne, a apporté avec soi les germes des malentendus avec les Roumains autochtones. La principale

solution soutenue dans les pages de „Gazeta Bucovinei” concernant la résolution des conflits nationaux de l’intérieur de l’Autriche se lie d’une manière indissoluble des idées comme le respect de l’autonomie, l’harmonie et la tolérance entre les peuples composants de l’empire „L’Autriche, une fois les nationalités arrivées à la conscience de soi-même, ne peut pas exister que comme une somme de peuples et de nationalités, qui vivront ensemble en accord, que chacun se développe à sa manière et par cela, que chacun contribue à la consolidation de l’organisme entier de l’État. L’autonomie des pays, les droits égaux de tous les nationalités sont donc des postulats, qui doivent être mise au service de l’État même”⁵⁰. Le seul impédiment devant la réalisation d’une stabilité politique et nationale en Cisleithanie, était, du pont de vue de la Société politique „Concordia”, „la question bohême”⁵¹, pas encore résolue.

Au niveau de la Bucovine on réaffirmait des principes comme: „(...) la garde de l’autonomie garantie par les lois fondamentales du pays, des droits égaux avec les autres nations pour notre nation et notre religion”⁵², le développement culturel national des Roumains de Bucovine⁵³, etc. La Société politique „Concordia”, par son journal, promouvait l’amélioration des relations entre les Roumains et les Ukrainiens, en spécial avec les grands propriétaires d’orientation moscophile. Parmi les raisons de la collaboration avec les Ukrainiens, on peut mentionner une série de points communs comme: l’appartenance à la même confession chrétienne-orthodoxe, la situation de subordination des deux ethnies vis-à-vis les Autrichiens-Allemands, la lutte contre la germanisation, etc.

Mais, on doit dire que les alliances entre les politiciens roumains et les représentants des Ukrainiens ont été dans la majorité des cas conjoncturelles; elles se réalisaient d’habitude seulement dans les cadres du groupe conservateur, dont faisaient partie les grands propriétaires arméniens, polonais, juifs, et allemands, aussi⁵⁴. Mais, au niveau de la Diète de la Bucovine, les conflits entre les Ukrainiens et les Roumains deviendront de plus en plus évidentes, dans les conditions de la victoire du courant nationaliste (narodnic) ukrainien devant celui russophile⁵⁵.

Le développement du groupe politique des „jeunes Ukrainiens” a été incité par l’arrivée en Bucovine de quelques intellectuels galiciens comme: Stefan Smal-Stocki, Vasil Symovici, Miron Korduba, mais aussi par l’apparition en 1885 du journal „Bukowyna”, dirigé et édité par l’écrivain Yurii Fedkovici⁵⁶.

L’état conflictuel entre les mouvements nationaux roumaine et ukrainienne se manifestera même d’une manière plus aiguë à cause de l’apparition de la rivalité entre les deux ethnies sur le plan ecclésial. Les autochtones voulaient garder

inaltéré le caractère roumain de l'église orthodoxe de Bucovine, pendant que les halogènes ukrainiens essayaient d'obtenir, à leur tour, des droits au moins égaux concernant la direction et l'organisation de l'institution ecclésiastique. Le degré élevé de l'autonomie de l'église apportait avec soi une grande influence sur „le sentiment national de la population”⁵⁷, ainsi que la possibilité d'un certain contrôle politique des masses. L'historiographie ukrainienne récente, par la voix de certains chercheurs comme A. Jucovschii, traite la question des relations des Ukrainiens et des Roumains sur le plan confessionnel avec une grande dose de subjectivisme, affirmant que: „La situation des Ukrainiens était beaucoup plus difficile que celle des Roumains parce que le Métropolitain S. Andrievici-Moraru (1880-1895) a détruit tout ce que les Ukrainiens avaient à ce moment là dans le domaine ecclésial; ils devaient s'opposer à la roumanisation agressive; plus tard, ils passeront à la contre-offensive”⁵⁸. De telles affirmations ne se confirment, dans les conditions où la majorité des gouverneurs de la Bucovine tout en commençant avec le comte Anton Pace⁵⁹, ont soutenu *les Jeunes Ukrainiens* nationalistes en défaveur des Roumains. Les Ukrainiens proposaient la scission du Fonds Religieux Orthodoxe et de l'église gréco-orientale de Bucovine en deux évêchés – une ukrainienne, avec le siège à Cozmeni (Coțmani) et une roumaine, au sud de la province, avec le siège à Suceava⁶⁰. Le conflit entre les politiciens autochtones et le gouvernement de la Bucovine s'est caractérisé par une série de mesures abusives et arbitraires anti-roumaines des autorités, manifestées en spécial dans les domaines de l'enseignement et de l'administration.

La proposition du Fonds Religieux de la Bucovine de stipendier cinq élèves roumains, méritoires et avec une situation matérielle précaire, appartenant à l'École réelle gréco-orthodoxe de Cernăuți, a été refusée, les bourses étaient accordées par le gouvernement d'une manière inégale à des écoliers ukrainiens. On a enregistré une situation semblable au niveau de l'Université de Cernăuți. Le Sénat de l'institution d'enseignement supérieur de Bucovine a accordé soutien matériel à trois étudiants roumains, mais les autorités provinciales ont transféré une de bourses vers un étudiant ukrainien, quoique celui-ci avait des notes plus faibles et une situation matérielle bonne. Le gouvernement a transgressé, aussi, la législation qui prévoyait la représentation proportionnelle avec le nombre de la population dans le Conseil écolier de la Bucovine et dans les conseils districtuels et a soutenu les représentants des autres nationalités en défaveur des Roumains⁶¹.

Une réaction véhémement vis-à-vis les abus du gouverneur Anton Pace par rapport aux Roumains, a eu le vice président de „Concordia”, Ioan Zotta à l'assemblée générale de la société politique de 8 juin 1891. À cette occasion, il

devenait le nouveau président de la formation, il succédait à Ioan Volcinschi. Modest Grigorcea et Ioan Procopovici ont été élus vice présidents et Constantin Ștefanovici a été élu secrétaire. Donc, une accentuation de la lutte nationale commençait à se manifester contre le gouverneur Pace, mais aussi contre les *jeunes Ukrainiens*. La prise de position du nouveau leader de la Société politique „Concordia” confirmait le renoncement à la politique de compromis. De telle sorte, Iancu (Ioan) Zotta affirmait: „La position des Roumains de Bucovine est plus difficile que jusqu’à ce moment-ci, la politique interne a changé ou essaye de changer et ce changement demandera de la part des Roumains, aussi, une attitude plus dure, plus décidée et une collaboration plus énergique de tous. Les Roumains n’ont jamais été hostiles aux les autres habitants du pays, mais ils ne permettront jamais qu’ils soient foulés aux pieds. Notre devoir est de nous défendre les droits et de tenir toujours haut le drapeau national”⁶².

Les anciennes alliances à l’intérieur de la Diète entre les Roumains conservateurs, les grands propriétaires Arméniens-Polonais et les Ukrainiens russophiles devenaient de plus en plus fragiles sur le fond de l’intensification „de la lutte entre les nationalités pour la suprématie au niveau provincial”⁶³, rapprochement entre les Ukrainiens et les Allemands et de l’obstruction parlementaire promue par ceux-ci dans l’assemblée législative de la Bucovine⁶⁴.

Dans un contexte si défavorable pour les autochtones, dont les droits étaient en permanence transgressés, les élites politiques roumaines ont compris la nécessité d’un rapprochement plus grand des masses paysannes. L’éducation de ceux-ci sur le plan national-politique et économique s’est intensifiée par l’apparition d’un supplément de „Gazeta Bucovinei” – „Foaia Săteanului” („La Feuille du Villageois”), dédié aux paysans roumains de Bucovine. Appelant au principe de la solidarité sociale et nationale, la couche paysanne rurale est poussée par les membres marquants de la Société politique „Concordia”, de sortir de l’état de léthargie et d’ignorance, dans lequel ils ont été apportés par les autorités ou par certains halogènes. La réduction à la misère du paysan roumain de Bucovine n’était pas regardée par les rédacteurs de „Foaia Săteanului” comme un phénomène isolé, mais en étroite liaison avec la transgression par les étrangers de la propriété des boyards. „Jadis, toutes les terres de notre pays se trouvaient dans nos mains, elles appartenaient à nous, les Roumains, mais aujourd’hui, une partie très grande et belle est tombée dans les mains des étrangers, surtout selon l’aspect des domaines des boyards et ensuite de ceux paysans”⁶⁵.

Les paysans sont devenus pauvres à cause du manque des terrains agricoles, de la division défectueuse entre les membres de la famille, de

l'augmentation démographique élevé du milieu rural⁶⁶, ainsi que de nombreux procès entre les héritiers⁶⁷.

En vue de l'amélioration de la situation économique des villageois, le supplément de „Gazeta Bucovinei” avait inauguré une rubrique spéciale (*Povește economice/Des conseils économiques*), vouée à les déterminer à pratiquer une agriculture moderne⁶⁸ et à renoncer graduellement aux méthodes traditionnelles de cultiver les plantes et d'élever les animaux.

„Foaia Săteanului” voulait être un instrument d'émancipation culturelle-nationale des paysans roumains de Bucovine, dans les pages de la publication on pouvait retrouver de nombreux éléments de littérature populaire (des poésies, des anecdotes, des histoires), mais aussi de littérature culte (des ouvrages de Ion Creangă)⁶⁹. Par la publication des créations populaires et cultes, des conseils économiques, „Foaia Săteanului” a essayé de développer parmi les paysans autochtones l'amour pour le travail, l'ordre, la discipline, le respect des principes de la moralité et pas finalement l'augmentation du niveau de conscience nationale et politique. On commençait ainsi à attirer les masses paysannes dans la lutte menée par le mouvement national des Roumains de Bucovine.

Le besoin de solidarité entre les classes et les catégories sociales roumaines s'est manifesté à l'occasion de la convocation du congrès ecclésial de Bucovine (de l'année 1891). Celui-ci avait été ajourné sous divers prétextes pendant une décennie par le Ministère de Cultes de Vienne, mais aussi par les autorités provinciales de Cernăuți. En dépit des nombreuses résolutions de la Diète, des pétitions des fidèles orthodoxes ou des interpellations des députés roumains de Bucovine dans le Parlement de Vienne, la convocation du congrès a été refusée d'une manière constante.

Le 31 mai 1891, le ministère de ressort envoyait au gouverneur Anton Pace l'instruction d'accepter l'organisation de l'assemblée ecclésiale sur la base du règlement de 1871⁷⁰. Le congrès ecclésial de 1882 avait été ajourné parce que dans son statut apparaissaient une série de prévisions conformément à laquelle le droit de choisir le métropolite et contrôle du Fond Ecclésial appartenait aux représentants clercs et laïques de l'assemblée et pas au gouvernement impérial. En conséquence, l'empereur a refusé de sanctionner le statut, les questions d'organisation de l'église orthodoxe de Bucovine sont restées en suspension⁷¹.

Le président du pays, le comte Anton Pace, devrait faire des propositions de la partie du gouvernement devant le congrès, mais le 18/30 septembre 1891, ses démarches se sont soldées avec un échec parce qu'il est entré en conflit avec le métropolite Silvestru Morariu Andrievici. L'exacerbation de l'état de tension entre

le gouverneur, le métropolitain et les politiciens roumains s'est produite après le discours d'ouverture du congrès tenu par le haut hiérarque. Sous le prétexte que Silvestru Morariu lui aurait adressé des expressions injurieuses, Anton Pace a commencé à se contredire avec celui-ci et l'a accusé qu'il a abordé, d'une manière illégale, des problèmes liés des synodes des autres pays étrangers et lui a demandé de tenir compte de l'existence en Bucovine des Ukrainiens orthodoxes, aussi, à côté des Roumains. Après la présentation de la traduction correcte des ainsi dits passages incriminateurs du discours du métropolitain, le gouverneur a retiré ses accusations et les travaux du congrès semblaient entrer sur une voie normale.

La situation est redevenue tendue et a déterminé pratiquement la clôture de l'assemblée ecclésiastique, à cause de l'intervention du député du congrès, Iancu Zotta, le leader de la Société politique „Concordia”. Celui-ci a demandé au président du pays des explications sur les causes du délai du congrès pendant 10 années et l'a prié de lui répondre dans la langue officielle de l'assemblée, la roumaine. Le refus de Anton Pace a provoqué désordre et chaos dans la salle et la séance a été suspendue; cela a déterminé la clôture définitive du congrès ecclésiastique. Celui-ci n'a été jamais convoqué⁷². Les véritables causes du conflit entre les Roumains et le gouverneur se lient en fait de trois articles⁷³ du statut du congrès, que le Ministère des Cultes de Vienne repoussait avec obstination. Leur acceptation aurait annulé la possibilité des Habsbourgeois de nommer le métropolitain et de contrôler les affaires de l'Eglise Orthodoxe de Bucovine.

Les députés polonais, ukrainiens, arméniens, juifs se sont alliés avec le compte Pace contre les autochtones. Pour provoquer de nouvelles élections et écarter les Roumains de la Diète, 14 députés étrangers ont déposé leurs mandats; ils ont composé une délégation, aussi, qui s'est présentée devant le premier ministre autrichien, le comte Taaffe. Le groupe de protestation informait le chef du cabinet de Vienne faussement qu'il représente toutes les nationalités et les intérêts de la Bucovine⁷⁴. À la suite de la démarche des députés étrangers contre les Roumains, la chambre législative provinciale a été dissoute par la patente impériale de 27 février 1872⁷⁵.

Le ralliement entre le gouverneur Anton Pace et les étrangers a imposé la nécessité de l'intensification la lutte nationale et de l'activité de la Société politique „Concordia”. À l'assemblée de 7 mars 1892, on proclamait la solidarité de tous les Roumains de Bucovine dans tous les problèmes nationaux, politiques, sociaux, ecclésiastiques⁷⁶, etc. „Concordia” se transformait d'une société politique dans un parti national roumain représentatif pour la Bucovine. De cette manière apparaissait le Parti National Roumain – „Concordia”.

La dégradation continue et plus en plus intense de la situation de roumains du Bucovine imposait une solidarité puissante entre les élites nationaux, mais aussi un rapprochement de masses populaires. Il était nécessaire à passer le mouvement national de la phase culturelle à celle politique. Ce demers se pouvait réaliser par une intensification de la lutte politique et nationaux et par une meilleure organisation des autochtones. Le développement des sociétés à caractère politique a été déterminé par l'activité des leaders nationaux de nuance nobiliaire, mais aussi à la naissance des élites venues du monde rurale. Les sociétés politiques de roumains ont fait la transition vers les parties en sens moderne, tout en déterminant un extraordinaire développement du mouvement nationaux.

NOTES

-
- ¹ Ioan Cocuz, *Partidele politice românești din Bucovina (1862-1914)*, Suceava, Éditions „Cuvântul Nostru”, 2003, p. 181.
- ² Ion Nistor, *Istoria Bucovinei*, Humanitas, București, 1991, p. 211.
- ³ I. G. Sbiera, *Familia Sbiera și Amintiri din viața autorului*, Cernăuți, La Tipographie R. Eckhardt, 1899, p. 251; Ion Nistor, *op.cit.*, p. 210; Mihai-Ștefan Ceașu, *Parlamentarism, partide și elită politică în Bucovina habsburgică (1848-1918)*, Iași, Junimea, 2004, p. 281.
- ⁴ Voir „Der Patriot”, Cernăuți, no. 1, le 30 avril 1872.
- ⁵ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 183.
- ⁶ Mihai-Ștefan Ceașu, *op.cit.*, p. 282.
- ⁷ *Ibidem*, pp. 282-284.
- ⁸ Le grand propriétaire Gheorghe Flondor a été élu dans le district Storojineț, par 81 des 84 électeurs présents au vote; Oreste Reney, le conseiller gouvernemental, a reçu le mandat du district Rădăuți en unanimité (87 des électeurs); une situation similaire a enregistré le capitaine districtuel Anton Negruț, élu en unanimité par 60 électeurs du district Siret; Ioan Cosovici a obtenu la majorité dans le district rural Stănești, Alexandru Vasilco-Serețchi – dans le district Vijnița-Putila et Ioan Zotta, dans le district Zastavna – conformément à Mihai-Ștefan Ceașu, *op.cit.*, p. 285-286.
- ⁹ *Ibidem*, p. 286-287.
- ¹⁰ *Ibidem*, p. 288.
- ¹¹ Les députés roumains national-conservateurs de la Diète ont soutenu les intérêts des Ukrainiens en ce qui concerne l'utilisation des trois langues usuelles (roumaine, ukrainienne, allemande) dans le cadre des tribunaux de la Bucovine. Cette attitude était due au pacte électoral conclu entre les Roumains et les Ukrainiens contre les Allemands. Les politiciens autochtones ont réalisé des alliances avec les Arméniens-Polonais, aussi – *Ibidem*, p. 288-289.
- ¹² I. G. Sbiera, *op.cit.*, p. 331-332; Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 184.
- ¹³ *Ibidem*, p. 185; Idem, *Studiu introductiv* dans l'ouvrage de Valeriu Braniște, *În slujba Bucovinei, în slujba neamului românesc. Articole politice*, Suceava, Éditions „Bucovina viitoare”, p. 10.

- ¹⁴ *Ibidem*, p. 11.
- ¹⁵ „Revista politică”, Suceava, III, no. 17, le 15 septembre 1888.
- ¹⁶ *Ibidem*, I, no. 2, le 1 juin 1886.
- ¹⁷ *Ibidem*.
- ¹⁸ Vlad Gafița, *Aspecte ale activității politice a lui Iancu Flondor între a doua jumătate a secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea*, en „Codrul Cosminului”, nouvelle série, no. 8-9 (18-19), 2002-2003, Suceava, 2004, p. 54.
- ¹⁹ *Ibidem*.
- ²⁰ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 187-188.
- ²¹ *Ibidem*, p. 188.
- ²² Leonidas Bodnărescu, *Autori români bucovineni*, Cernăuți, Societatea Tipografică Bucovineană, 1903, p. 80-81; Ion Nistor, *op.cit.*, p. 258.
- ²³ *Ibidem*, p. 259.
- ²⁴ *Cătră publicul român*, en „Revista politică”, Suceava, I, no. 1, le 15 mai 1886, p. 1.
- ²⁵ *Ibidem*, p. 2.
- ²⁶ *Ibidem*.
- ²⁷ *Ibidem*.
- ²⁸ *Ibidem*, no. 6, le août 1886, p. 1
- ²⁹ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 190.
- ³⁰ Voir „Revista politică”, Suceava, I, no. 3, 1886; II, no. 16-19, 1887; III, no. 22, 1888.
- ³¹ *Ibidem*, no. 18, le 1 février 1887, p. 6-7.
- ³² Les membres de la Société politique „Concordia” et les rédacteurs de „Revista politică” ont porté une correspondance publique avec des publications comme : „Tribuna” de Sibiu (conformément à Ion Bumbac, Grigore Halip, *Privire istorică asupra trecutului politico-social și național al ducatului Bucovina*, Brașov, La Tipographie Alexi, 1886, p. 3), „Gazeta Transilvaniei”, „Transilvania”, „Familia”, „Convorbiri literare”, etc – voir „Revista politică”, III, no. 10, 1888.
- ³³ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 191.
- ³⁴ *Ibidem*.
- ³⁵ Ioan Bumbac, Grigore Halip, *op.cit.*, p. 27.
- ³⁶ *Ibidem*, p. 28
- ³⁷ *Ibidem*, p. 29.
- ³⁸ *Ibidem*, p. 30.
- ³⁹ *Ibidem*.
- ⁴⁰ Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 299.
- ⁴¹ *Ibidem*.
- ⁴² Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 192.
- ⁴³ Les courants politiques du cadre de „Concordia” étaient nommés de cette manière par les autorités autrichiennes – conformément à Ion Nistor, *op.cit.*, p. 260 ; les syntagmes de *Roumains anciens* et de *Roumains Jeunes* sont utilisés, même aujourd’hui dans l’historiographie concernant la vie politiques de Bucovine à la limite du XIX-ème et du XX-ème siècle.
- ⁴⁴ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 189; Voir aussi George Bogdan-Duică, *Bucovina – notițe politice asupra situației*, Sibiu, L’Institut typographique „T. Liviu Albini”, 1895, p. 221.
- ⁴⁵ „Revista politică”, Suceava, V, no. 31, le 1 février 1890; Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 193.
- ⁴⁶ *Ibidem*.

- ⁴⁷ „(...) Notre revue stimulera à une activité politique plus intense et mettra le fondement d'une feuille plus grande et plus certaine que celle que nous pouvons faire”, en „Revista politică”, Suceava, I, no. 1, le 15 mai 1886, p. 2.
- ⁴⁸ „Gazeta Bucovinei”, Cernăuți, I, no. 1, le 2/14 mai 1891.
- ⁴⁹ *Ibidem*, I, no. 3, le 9/21 mai 1891, p. 1, „Car aucun parti, qui est sincèrement libéral, ne fera une loi électorale, selon laquelle, par exemple, 18 membres d'une chambre commerciale aient le même droit de choisir un député, que 100000-120000 habitants du milieu rural, qui choisissent encore leurs représentants d'une manière indirecte à l'intermédiaire des hommes de confiance”.
- ⁵⁰ *Ibidem*, p. 2.
- ⁵¹ *Ibidem*.
- ⁵² *Ibidem*, I, no. 4, le 12/24 mai 1891, p. 1.
- ⁵³ *Ibidem*.
- ⁵⁴ Marian Olaru, *Mișcarea națională a românilor din Bucovina la sfârșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea*, Rădăuți, Éditions Septentrion, 2002, p. 99.
- ⁵⁵ Arcadii Jucovschii, *Istoria Bucovinei* (partea a II-a după anul 1774), Cernăuți, L' Association éditoriale Ceas, 1994, p. 53.
- ⁵⁶ *Ibidem*, p. 54-55; Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 301; voir aussi Добржанський О., *Національний рух українців Буковини другої половини XIX – початку XX ст.*, Чернівці, Видавництво Золоті Литаври, 1999.
- ⁵⁷ Arcadii Jucovschii, *op.cit.*, p. 56.
- ⁵⁸ *Ibidem*.
- ⁵⁹ Anton Pace, compte von Thun – Gollenstein a detenu des fonctions dans le Ministère des Affaires Internes de Vienne. En Bucovine, il a été gouvernateur ou président du pays entre 7.01.1891 et 11.05.1892. Il s'est remarqué par une attitude franchement anti-roumaine, il a appuyé les Ukrainiens, les Arméniens-Polonais, et les Allemands libéraux contre les autochtones. Son conflit avec les Roumains a éclaté dans le contexte de la convocation, en 1891, du Congrès Ecclésial et s'est soldé avec sa dissolution et avec celle de la Diète – conformément Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 409-410.
- ⁶⁰ Marian Olaru, *op.cit.*, p. 98; „Gazeta Bucovinei”, Cernăuți, I, no. 49, le 31 octobre 1891, 1891, pp. 1- 4.
- ⁶¹ Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 198; voir „Gazeta Bucovinei”, I, no. 45, le 3/15 octobre 1891.
- ⁶² *Ibidem*, I, no. 12, le 9/21 juin 1891, p. 2.
- ⁶³ Mihai-Ștefan Ceaușu, *op.cit.*, p. 311.
- ⁶⁴ *Ibidem*.
- ⁶⁵ „Foaia Săteanului”, Supplément au numéro 10 du 2/14 juin 1891 de „Gazeta Bucovinei”, Cernăuți, I, no. 2, le 2/14 juin 1891, p. 18.
- ⁶⁶ *Ibidem*, p. 9-10.
- ⁶⁷ *Ibidem*, I, no. 4, le 4 /16 août 1891, pp. 25-27.
- ⁶⁸ *Ibidem*, voir no. 2-5 de 2/14 juin, 7/19 juillet, 4/16 août, 1/13 septembre 1891.
- ⁶⁹ *Ibidem*, I, no. 2 de 2/14 juin 1891 – *Punguța cu doi bani*, par I. Creangă, p. 13-14.
- ⁷⁰ Ion Nistor, *op.cit.*, p. 276.
- ⁷¹ Idem, *Istoria Bisericii din Bucovina și a rostului ei național-cultural în viața românilor bucovineni*, București, 1916, p. 148-149.
- ⁷² Idem, *op.cit.*, p. 277-279.

⁷³ Les articles du statut du Congrès ecclésial pas acceptés par les autorités centrale et provinciales étaient les suivantes:

L'article 14: „Avec la mise en discussion des problèmes qui se rapportent à la doctrine évangélique, au culte religieux et à la vie chrétienne et qui, par les règlements du droit ecclésial orthodoxe oriental sont réservés au synode épiscopal et à l'autorité spirituelle de l'évêche et avec l'exclusion de l'entier pouvoir executif compétent au congrès ecclésial, il s'étend en général à toutes les affaires intérieures, qui atteignent les intérêts generaux des paroisses et surtout de l'église orthodoxe orientale de la Bucovine et qui conformément à l'article XV de la loi fondamentale d'État de 21 décembre 1867, tiennent de la réglementation et de l'administration autonome (indépendante) de chaque église et association religieuse reconnue par l'État.

L'article 15: Le Congrès ecclésial est appelé à délibérer et surtout à faire des propositions:

1. Sur la fondation de fonctions et d'instituts ecclésiiaux et sur la reorganisation et la suppression de ceux existants dans le cadre des édifices du droit ecclésial orthodoxe oriental commun.
2. Sur la réglementation des paroisses, c'est-à-dire sur la fondation de nouvelles paroisses et sur la concentration et le démembrement de celles existantes, ainsi que sur la dotation des prêtres, les pâtres des âmes, des chantres et des serviteurs des églises paroissiales et des filiales.
3. Sur le nombre et la délimitation des protopresbytères.
4. Sur la réglementation du patronat des églises paroissiales et des filiales dans les limites des normes désignées par la législation de l'État.
5. Sur la réglementation de la concurrence à la fondation des églises paroissiales et des filiales dans les limites des lois générales.
6. Sur l'introduction des contributions qui doivent être perçues une fois ou périodiquement des paroissiens au profit du culte, de l'enseignement et des autres buts ecclésiiaux.
7. Sur la réglementation des taxes pour l'accomplissement des fonctions de la prêtrise (les taxes de l'epitrahil).
8. Sur la fondation et le soutien des écoles confessionnelles populaires et moyenes, ainsi que des instituts ecclésiiaux de croissance et de bienfaisance.

L'article 16: Le Congrès ecclésial peut discuter sur l'administration et l'administration et l'utilisation du fond religieux gréco-orientale de Bucovine et la formule voulue à cet égard” – „Gazeta Bucovinei”, Cernăuți, I, no. 42 et 43/le 8 octobre 1891; Ioan Cocuz, *op.cit.*, p. 233-234.

⁷⁴ *Ibidem*, II, no. 15, le 20 février/le 3 mars 1892; I. Cocuz, *op.cit.*, p. 200.

⁷⁵ *Ibidem*.

⁷⁶ *Ibidem*, p. 201.